

Que peut-on faire de plus, monsieur le Président? Lors de la Conférence du Commonwealth qui a eu lieu à Vancouver, tous les pays, sauf le Royaume-Uni, ont réclamé des sanctions de plus grande portée, plus rigoureuses et accrues. Ces sanctions n'ont pas été annoncées aujourd'hui, mais il faut espérer qu'elles le seront lors de la réunion de Lusaka en février. J'espère, ce que la déclaration du ministre n'a pas précisé, que nous n'aurons pas à attendre que le comité fasse rapport à la réunion de Kuala Lumpur pour prendre de nouvelles mesures. Si j'ai bien compris le ministre, après la réunion de Lusaka, de nouvelles mesures pourraient être prises en ce domaine.

Le gouvernement a déjà dit et il a répété aujourd'hui que si aucun progrès n'était accompli en vue de mettre fin à l'apartheid, le Canada était prêt à recourir à de pleines sanctions et à rompre ses relations diplomatiques. Nous comptons que le gouvernement tiendra sa promesse. La Suède et le Danemark ont déjà rompu leurs relations diplomatiques avec ce pays.

En septembre, le chef du parti libéral a pris la position suivante et je cite son discours aux Libéraux internationaux: «Des mesures concrètes devront être prises d'ici la fin de l'année. Le message doit être direct. Si on ne faisait pas un net progrès d'ici la fin de l'année pour mettre fin à l'apartheid, notre gouvernement devrait imposer des sanctions économiques absolues et rompre ses relations diplomatiques avec ce pays».

Aujourd'hui, le parti libéral voudrait dire qu'un signe minimum du net progrès dont le très hon. député de Vancouver Quadra (M. Turner) a parlé en septembre serait la libération sans condition de Nelson Mandela avant la fin de l'année et l'ouverture des discussions entre le gouvernement de l'Afrique du Sud et d'authentiques leaders noirs opposés à l'apartheid, notamment Mandela, pour préparer la suppression de l'apartheid et pour établir un gouvernement représentatif non racial. C'est le moins que nous puissions demander et nous espérons que le ministre fera cette proposition à Lusaka. Quand Allan Boesak et Tambo M'beki sont venus au Canada cette année, ils ont félicité le Canada de lutter contre l'apartheid, mais ils ont dit que les mesures que le gouvernement canadien avait prises jusque là étaient beaucoup trop faibles pour être prises au sérieux. Ils ont dit qu'il fallait prendre des sanctions beaucoup plus sévères pour faire tomber l'apartheid.

Comme je l'ai déjà dit, nous soutenons plusieurs des efforts et des initiatives du gouvernement. Toutefois, la situation dégénère en Afrique du Sud et il faudra faire davantage. Nous attendons impatiemment les progrès qui résulteront des mesures annoncées aujourd'hui et des rencontres qui se tiendront à Lusaka.

M. Howard McCurdy (Windsor—Wakerville): Monsieur le Président, mon parti se réjouit naturellement de la déclaration faite par le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark), lequel a annoncé la première réunion du comité des ministres étrangers chargé par la Conférence du Commonwealth tenue récemment à Vancouver d'examiner les effets des sanctions, d'assurer leur application et leur efficacité et de prendre d'autres mesures.

Il est juste, je pense, de féliciter le gouvernement et le premier ministre (M. Mulroney) pour avoir reflété l'attitude des Canadiens en ce qui concerne l'apartheid. Nous avons pris, en tant que pays, la direction du Commonwealth, à laquelle a renoncé la Grande-Bretagne d'une manière qui est, à mon avis,

Déclarations de ministres

grave en ce qui concerne le Commonwealth. Si celui-ci présente une caractéristique significative qui inspire le respect, c'est le fait qu'il représente une collectivité de races, d'ethnies, de religions et de nations multiples. Il lui manque bien des caractéristiques nécessaires à sa cohésion, s'il refuse, lui ou n'importe quel de ses membres, surtout la mère-patrie, de comprendre que l'ennemi le plus fondamental du Commonwealth et de ce qu'il représente est, en fait, l'apartheid de l'Afrique du Sud.

Notre parti, comme en est informé le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, est en faveur du rôle de chef de file que le Canada et le gouvernement ont joué pendant la plus grande partie de son mandat. En fait, le Nouveau Parti démocratique est plus fidèle aux déclarations faites par le premier ministre sur cette question que le gouvernement lui-même. C'est à peu près, je pense, la deuxième occasion cette année où le gouvernement a fait savoir que si la disparition de l'apartheid n'accusait aucun progrès, le Canada cesserait toutes relations diplomatiques et économiques avec l'Afrique du Sud. Il existe par conséquent une différence entre mon parti et le parti ministériel, et moins de différence récemment entre notre parti et le Parti Libéral depuis que celui-ci a fait connaître sa position.

Pour ce qui est d'une approche et d'une stratégie données, nous estimons que le Canada doit modifier l'orientation de son leadership. Si nous voulons encourager les autres à suivre notre exemple, il faut de toute évidence respecter nos promesses et imposer les sanctions les plus sévères possibles à notre disposition. J'ai souvent dit à la Chambre que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures nous avait déclaré qu'il avait l'approbation du Cabinet pour imposer encore d'autres sanctions, et je n'ai jamais été contredit. Ce qui nous vient du comité des ministres des Affaires étrangères, c'est l'engagement de faire en sorte que les sanctions actuelles soient effectivement appliquées.

Beaucoup de sanctions que nous avons décrétées ne sont pas effectivement appliquées. Pour n'en donner qu'un exemple, madame la Présidente, nous avons constaté récemment qu'il n'y a pas d'imposition obligatoire d'embargo sur une cargaison de pétrole et de produits pétroliers destinée à l'Afrique du Sud, même si d'après l'Organisation des Nations Unies cela est censé être une sanction obligatoire. En outre, nous constatons que le ministre d'État (Condition physique et Sport amateur) (M. Jelinek) a refusé de donner suite à de nombreuses plaintes concernant l'apathie du gouvernement pour ce qui est d'imposer des sanctions dans le cadre de l'Accord de Gleneagles. D'ailleurs le Canada n'a pas adhéré à la Convention des Nations Unies prévoyant l'imposition d'autres sanctions contre l'Afrique du Sud dans le domaine sportif.

Malgré le rôle de tête incontestablement joué par le Canada et son gouvernement dans la lutte contre l'apartheid, nous ne sommes pas nous-mêmes sans péchés et nous avons de nombreuses rectifications à apporter chez nous. Mais même cela, je l'ai dit, ne suffit pas. Si nous voulons faire preuve du genre de leadership que notre parti envisage pour le Canada, si nous voulons faire voir aux autres ce qu'il y a lieu de faire, il faut que notre pays respecte les promesses du premier ministre et qu'il agisse en conséquence.